

Les aides d'ordre psychologique

Les **aides destinées** aux aidants se manifestent également sous la forme des groupes d'entraide ou de parole, d'associations d'aidants mais aussi de consultations auprès de spécialistes. Vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie de votre lieu d'habitation, à la maison des réseaux, à la direction de l'autonomie de la Collectivité Territoriale, ou à l'organisme de retraite du parent concerné. Les groupes de parole peuvent être un excellent moyen d'alléger les charges émotionnelles et morales pouvant peser sur le quotidien de l'aidant. Ils permettent également de recueillir des conseils pour mieux assimiler son rôle ou faciliter le travail d'aidant.

L'aide à l'apprentissage du travail d'aidant

Le ministère de la Santé et des Solidarités a publié un **"Guide de l'aidant familial"** régulièrement mis à jour. Ce guide permet aux **aidants familiaux** de mieux se familiariser avec leur rôle. Il contient de nombreux conseils pour les aider au quotidien, ainsi que des indications sur les droits de la personne aidée et ceux de la personne aidante, les numéros de téléphones et les noms d'organismes et des associations vers qui se tourner pour obtenir de l'aide, etc.



Collectivité
Territoriale
de Guyane

www.ctguyane.fr

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE GUYANE

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Cellule Information Personnes Âgées
et Personnes Handicapées (CIPAPH)

36 rue du 14 juillet 1789 - 97300 CAYENNE

Tél. : 0594 29 57 72

Votre contact

Les aides financières pour les aidants



Soutenir les proches aidants et aidants familiaux

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement – décembre 2015

Le fait d'être **aidant familial** ne constitue pas un métier à proprement parler, mais les aidants peuvent **bénéficier d'aides financières** pour mieux assumer leur rôle.

Allocation Personnalisée d'Autonomie et aide salariée

La loi autorise un bénéficiaire de l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)** à employer, sur les fonds de cette allocation, un membre de sa famille à condition qu'il ne s'agisse pas de son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs. Ainsi, un enfant, un petit-enfant, une sœur etc. **peut être payé** pour les heures d'aide à domicile accomplies auprès de son parent.

En tant qu'employeur, la personne âgée doit effectuer toutes les démarches liées à ce statut : contrat de travail, déclaration à l'Urssaf, versement du salaire (le recours au Cesu facilite toutefois les démarches : l'employeur n'a pas à établir lui-même les fiches de paie de son salarié, ni calculer les charges sociales à verser aux Urssaf).

Les congés familiaux dédiés aux aidants

Les congés sont des dispositifs permettant aux aidants de suspendre temporairement leurs activités professionnelles afin de s'occuper pleinement de la personne dépendante et/ou handicapée qu'ils aident au quotidien.

Le congé de proche aidant

Le **congé de proche aidant** (anciennement **congé de soutien familial**) permet à un salarié du privé de suspendre ou réduire son activité professionnelle pour accompagner une personne à qui elle vient en aide "de manière régulière et fréquente à titre non professionnel pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne".

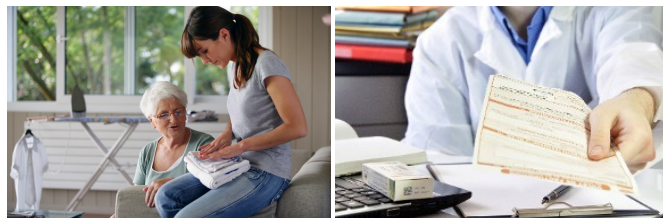
Le **congé de proche aidant**, non rémunéré et d'une durée maximale de 3 mois peut être renouvelé dans la limite d'un an sur l'ensemble de la carrière professionnelle. Le contrat de travail est suspendu pendant la période de congés.

Ce congé est ouvert aux salariés justifiants de plus de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Le congé de solidarité familiale

Ce congé permet à tout salarié de s'absenter pour assister un proche souffrant d'une pathologie mettant en jeu son pronostic vital (ou en phase terminale d'une affection grave et incurable). Il est d'une durée maximale de 3 mois et peut être renouvelé une fois. Il peut être pris en continu, ou à temps partiel.

Durant ce congé, il est possible de percevoir une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie destinée à compenser la perte de revenus, versée par la Sécurité sociale.



Le Droit au répit

La loi sur l'**adaptation de la société au vieillissement**, entrée en vigueur en 2016 reconnaît à l'aidant un droit au répit, c'est-à-dire le droit lors de l'accompagnement d'une personne âgée fragilisée par la maladie, l'âge ou le handicap, de prendre du temps pour lui.

Les personnes concernées par ce droit au répit sont les aidants s'occupant de personnes bénéficiaires de l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)**, qui assurent une présence ou une aide indispensable de soutien à domicile de leur proche et qui ne peuvent pas être remplacés par un membre de leur entourage.

Ceux-ci peuvent ainsi se voir allouer une enveloppe d'un montant de 499,70 euros chaque année par personne aidée afin de financer l'accueil de l'aidé (accueil de jour, accompagnement à domicile, séjours de vacances) durant le temps de répit de l'aidant. La loi prévoit également la mise en place d'un dispositif d'urgence en cas d'hospitalisation de l'aidant afin de prendre en charge temporairement la personne aidée au-delà des montants et des plafonds des plans d'aide. Le montant maximum de la majoration est de 992,77 €.

